

entreprise de construire cette usine dans la région qui leur offrira, croient-ils, les plus grands avantages économiques.

(Plus tard)

(Texte)

**M. Clément Vincent (Nicolet-Yamaska):** Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question à l'honorable ministre des Finances?

L'honorable ministre des Finances pourrait-il nous dire si l'établissement des usines Peugeot et Renault dans la région de Terrebonne, lequel suit l'établissement des usines *General Motors*, à Sainte-Thérèse, peut nous laisser espérer la création d'un «complexe sidérurgique» dans la province de Québec pour très bientôt?

(Traduction)

**L'hon. M. Gordon:** Monsieur l'Orateur, en premier lieu, je ne sais où les établissements Renault-Peugeot vont s'installer, sauf que ce sera dans la région de Montréal. Si j'avais la bonne fortune de venir de cette région, je caresserais certainement l'espoir qu'un vaste complexe sidérurgique y soit construit un jour ou l'autre.

## LA PROCÉDURE

### ONZIÈME RAPPORT DU COMITÉ SPÉCIAL

L'ordre du jour appelle.

La Chambre décide que le 11<sup>e</sup> rapport du comité spécial de la procédure et de l'organisation, déposé à la Chambre le 7 octobre 1964, soit maintenant adopté.

**M. H. A. Olson (Medicine-Hat):** Je voudrais que cette motion soit réservée. J'espère que nous pourrions aller de l'avant à ce sujet lundi.

## LA SANCTION ROYALE

**M. l'Orateur:** J'ai l'honneur d'informer la Chambre que nous avons reçu la lettre suivante:

15 octobre 1964

Monsieur

J'ai l'honneur de vous informer que l'honorable Robert Taschereau, C.P., juge en chef du Canada, Député de Son Excellence le Gouverneur général, se rendra à la Chambre du Sénat aujourd'hui, le 15 octobre, à 5 h. 45 du soir, pour donner la sanction royale à certains bills.

J'ai l'honneur d'être, Monsieur,

Votre humble serviteur,

Le secrétaire adjoint du Gouverneur général,  
A. G. Cherrier.

## LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

### LA RUSSIE—NOUVELLE DIRECTION DU PARTI COMMUNISTE

A l'appel de l'ordre du jour.

**Le très hon. J. G. Diefenbaker (chef de l'opposition):** J'aimerais poser une ou deux

questions au secrétaire d'État aux Affaires extérieures au sujet du rapport voulant que le président Khrouchtchev ait démissionné et que lui succèdent M. Alexei Kosygin, sous-président, en qualité de président suppléant, et M. Léonide Brezhnev, ancien président du praesidium, comme chef du parti communiste. Le ministre est-il en mesure de donner une idée à la Chambre si l'accession de ces deux hommes signifie qu'il y a mésentente entre eux et le président Khrouchtchev en matière de co-existence et, en particulier, si, à cause de leurs relations assez étroites depuis des années avec Mao et la Chine communiste, leur accession au pouvoir n'est pas, de l'avis du ministre des Affaires extérieures, une source d'appréhension pour la paix et la sécurité internationales?

**L'hon. Paul Martin (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Au cours des dernières 24 heures, la nouvelle relative aux changements dans la direction du gouvernement de l'Union soviétique a fait l'objet de certaines conjectures privées, mais depuis ce matin, elle fait l'objet de maintes conjectures publiques. Ces rumeurs s'appuient maintenant sur le fait que le journal d'État *Izvestia* n'a pas été publié aujourd'hui. On m'informe qu'il sortira peut-être d'ici la fin de la journée. C'est ce qui est arrivé lors d'autres changements importants dans le gouvernement de ce pays.

Nous sommes portés à croire que des déclarations officielles concernant ces changements prétendus à la direction du gouvernement de l'Union soviétique seront faites ce soir ou demain matin. Toutefois, jusqu'à 3h. 30 cet après-midi, aucune déclaration officielle n'a été faite qui puisse confirmer ces conjectures. Quoi qu'il en soit, je demanderais à mon très honorable ami de ne pas insister pour connaître mon opinion sur ce que pourraient signifier ces changements s'ils ont vraiment eu lieu.

**M. H. W. Herridge (Kootenay-Ouest):** Une question complémentaire, monsieur l'Orateur. Eu égard à la grande importance internationale de cette nouvelle, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures tiendra-t-il la Chambre au courant de tout renseignement qu'il obtiendra de notre ambassadeur à Moscou?

**L'hon. M. Martin:** Monsieur l'Orateur, cette question revêt une importance considérable pour notre Parlement, notre peuple et le monde entier, et je tiendrai sûrement la Chambre au courant. Je viens tout juste de recevoir un autre bulletin qui confirme l'absence de tout renseignement officiel (*Exclamations*).